

Message Text

PAGE 01 STATE 059026

56

ORIGIN AF-06

INFO OCT-01 ISO-00 USIA-06 PRS-01 EUR-12 /026 R

DRAFTED BY AF/P:GGAY:MR

APPROVED BY AF/P:JMPOPE

AF:AMB. SCHAUFLE (INFO)

AF/I:DZACHARY (INFO)

USIA/IAA:WFENHAGEN (INFO)

----- 085573

R 110026Z MAR 76

FM SECSTATE WASHDC

TO AMEMBASSY PARIS

LIMITED OFFICIAL USE STATE 059026

E.O. 11652: N/A

TAGS:PFOR, US, XA

SUBJECT: INTERVIEW WITH "MARCHES TROPICAUX"

REF: PARIS 4409

FOR ARS/LEIFERT FROM AF/P POPE

FOLLOWING IS THE INTERVIEW REQUESTED BY MARCHES TROPICAUX
WITH ASSISTANT SECRETARY SCHAUFLE:

"MARCHES TROPICAUX"

QUESTION 1:

M. KISSINGER A RECEMMENT DECLARE DEVANT LA SOUS-COMMISSION
DE LA COMMISSION DES FINANCES DU SENAT: IL FAUT "QUE CHAQUE
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT COMMENCE A COMPRENDRE QUE
NOS RELATIONS BILATERALES AVEC LUI TIENDRONT COMPTE DE SON
COMPORTEMENT A NOTRE EGARD DANS LES REUNIONS INTERNATIO-
NALES ET EN PARTICULIER DE LEUR VOTE EN LEUR ENCEINTE SUR

LIMITED OFFICIAL USE

LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 02 STATE 059026

DES PROBLEMES AUXQUELS NOUS ATTACHONS LA PLUS GRANDE IMPOR-
TANCE." QUELLES SANCTIONS SERONT PREVUES DANS LES CAS OU
LES PAYS EN CAUSE NE SE CONFORMERAIENT PAS A CET AVERTIS-
SEMENT?

REPONSE:

NOUS CONTINUONS A METTRE EN OEUVRE LA POLITIQUE ACTUELLE BASEE SUR LE FAIT QUE DE NOMBREUX PAYS ONT RECONNU DE LONGUE DATE QUE LORSQU'IL Y A UNE INTERACTION ENTRE DEUX PAYS, CETTE INTERACTION INFLUE SUR LEURS RELATIONS BILATERALES. DE MANIERE CROISSANTE, DES QUESTIONS QUI REVENTENT DE L'IMPORTANCE POUR LES ETATS-UNIS SONT DEBATTUES AU SEIN DE FORUMS MULTINATIONAUX, TELS QUE LES ORGANISATIONS DE L'ONU. NOTRE POLITIQUE CONTINUE D'ETRE QUE TOUTES INTERACTIONS DEVANT LESDITS FORUMS PEUVENT EXERCER UNE INFLUENCE SUR NOS RELATIONS BILATERALES ET QU'ELLES EN ONT UNE EFFECTIVEMENT. TOUTEFOIS, IL EST PEU PROBABLE QUE LE VOTE A L'ONU OU AU SEIN D'AUTRES ORGANISMES INTERNATIONAUX CONSTITUE LE SEUL FACTEUR DETERMINANT UNE DECISION FUTURE SUR LES NIVEAUX DE L'AIDE ACCORDEE A UN PAYS QUEL QU'IL SOIT.

QUESTION 2:

CONSIDERANT L'AFFAIRE DE L'ANGOLA COMME CLASSEE, M. KISSINGER A SOLENNELLEMENT AVERTI LE 3 FEVRIER L'UNION SOVIETIQUE ET CUBA QUE LES ETATS-UNIS NE TOLERERAIENT PAS QU'ELLE SE REPETE AILLEURS DANS LE MONDE. "L'ADMINISTRATION A LE DEVOIR DE FAIRE CONNAITRE A L'UNION SOVIETIQUE ET A CUBA QUE L'ANGOLA NE SAURAIT CONSTITUER UN PRECEDENT ET QUE CE TYPE D'ACTION NE SERA PAS TOLERE A L'AVENIR." QUELLES SANCTIONS PRENDREZ-VOUS EN CAS D'UNE NOUVELLE INTERVENTION DE CE TYPE EN AFRIQUE? SERONT-ELLES D'ORDRE POLITIQUE OU ECONOMIQUE?

REPONSE:

LE SECRETAIRE D'ETAT A PRECISE EN PLUSIEURS OCCASIONS QUE

LIMITED OFFICIAL USE
LIMITED OFFICIAL USE
LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 03 STATE 059026

L'INTERVENTION SOVIETIQUE CONTINUELLE DANS LES AFFAIRES D'AUTRES NATIONS, COMME CELLE QUI A EU LIEU EN ANGOLA, NE SAURAIT MANQUER D'AFPECTER LES RELATIONS BILATERALES EN GENERAL ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'UNION SOVIETIQUE. ATTENDU QUE LA MISE EN OEUVRE DE CETTE POLITIQUE EXIGE UNE ACTION DE LA PART A LA FOIS DU GOUVERNEMENT ET DU CONGRES, LES FORMES PARTICULIERES DE CETTE POLITIQUE DEMANDERONT A ETRE ELABOREES EN CONSULTATION AVEC LE CONGRES. POUR CE QUI EST DE CUBA, NOUS AVONS DECLARE NETTEMENT QUE L'INTERVENTION DE CUBA EN ANGOLA A ECARTE LES PERSPECTIVES D'UNE AMELIORATION DES RELATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS ET CUBA A L'HEURE ACTUELLE. L'INGERENCE CUBAINE PERSISTANTE DANS

LES AFFAIRES D'AUTRES PAYS NE FERAIT QUE PROROGER LE MOMENT DE RELATIONS NORMALES. ENFIN, AUSSI LONGTEMPS QUE SE POURSUIT LA PRESENCE MASSIVE CUBANO-SOVIETIQUE EN ANGOLA, JE NE POURRAI M'ASSOCIER A LA NOTION QUE L'AFFAIRE DE L'ANGOLA EST "CLASSEE".

QUESTION 3:

EN CE QUI CONCERNE L'AIDE AMERICAINE A L'AFRIQUE, QUELS SONT LES SECTEURS OU L'AIDE PUBLIQUE VOUS APPARAÎT DEVOIR ÊTRE PRIORITAIRE?

REPONSE:

L'USAID A ETE CHARGEE PAR LE CONGRES DES ETATS-UNIS DE CONCENTRER SES PRINCIPAUX EFFORTS D'AIDE DANS LES SECTEURS SUIVANTS: 1) L'AGRICULTURE, LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION; 2) LA PLANIFICATION DEMOGRAPHIQUE ET LA SANTE PUBLIQUE; ET 3) L'EDUCATION ET LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES. JE SUIS PLEINEMENT D'ACCORD SUR LA NECESSITE DE DONNER LA PRIORITE A CES SECTEURS DANS NOS EFFORTS DESTINES A AIDER LES COUCHES LES PLUS PAUVRES DES PAYS LES PLUS PAUVRES D'AFRIQUE. JE CONSIDERE EGALLEMENT QU'IL IMPORTERA TOUJOURS DE TROUVER DES MOYENS PROPRES A APPUYER LES EFFORTS DE L'AFRIQUE QUANT A SES BESOINS D'INFRASTRUCTURE LES PLUS URGENTS. LES MECANISMES MULTILATERAUX POURRAIENT S'AVERER ETRE LES MOYENS LES PLUS EFFICACES DE REpondre A CES BESOINS.

LIMITED OFFICIAL USE

LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 04 STATE 059026

QUESTION 4:

A) POUR LE SECTEUR PRIVE -- DANS QUELS PAYS AFRICAINS ENVISAGEZ-VOUS DE FACILITER -- ET SOUS QUELLE FORME -- LES INVESTISSEMENTS AMERICAINS?

B) QUEL ROLE EST RESERVE PLUS SPECIALEMENT A L'OPIC, L'OVERSEAS PRIVATE INVESTMENT CORPORATION?

LIMITED OFFICIAL USE

REPONSE:

A) LES ETATS-UNIS DESIRENT ENCOURAGER L'INVESTISSEMENT PRIVE AMERICAIN DANS LES PAYS D'AFRIQUE EN VOIE DE DEVELOPPEMENT QUI SOUHAITENT UN TEL INVESTISSEMENT. NOUS AIMERIONS SURTOUT ENCOURAGER L'INVESTISSEMENT DANS LES SECTEURS QUI APPORTENT UNE CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE CES PAYS. ETANT DONNE L'ECART CROISSANT QUI EXISTE DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ENTRE LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION ALIMENTAIRES, NOUS

DESIRONS NOTAMMENT ENCOURAGER L'INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR AGRO-INDUSTRIEL. ETANT DONNE LE DESIR DES AFRICAINS D'AVOIR UNE PARTICIPATION DANS L'INVESTISSEMENT ETRANGER, NOUS PENSONS QUE LES ENTREPRISES CONJOINTES CONSTITUENT LA FORME D'INVESTISSEMENT QUI CONVIENT LE MIEUX DANS LA PLUPART DES CAS.

B) LE BUT DE L'OPIC EST DE FACILITER L'INVESTISSEMENT PRIVE AMERICAIN DANS LES PAYS AMIS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. L'OPIC ASSURE CONTRE LES PERTES RESULTANT DE LA NON-CONVERTIBILITE DES MONNAIES, DE L'EXPROPRIATION, AINSI QUE DE LA GUERRE, DE LA REVOLUTION ET DE L'INSURRECTION. ELLE ASSURE EGALEMENT DES SERVICES CONSULTATIFS DE PREINVESTISSEMENT, LA PARTICIPATION AUX COUTS DES ETUDES DE RENTABILITE, ET DES PRETS DIRECTS. L'OPIC A CONCLU DES ACCORDS DE GARANTIE D'INVESTISSEMENTS AVEC 35 PAYS DE L'AFRIQUE AU SUD DU SAHARA.

QUESTION 5:

DANS LE CADRE DE LA CONFERENCE NORD SUD, AVEZ-VOUS DEJA
LIMITED OFFICIAL USE
LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 05 STATE 059026

DEFINI VOTRE POLITIQUE EN MATIERE DE REGULARISATION DES PRIX DE CERTAINES MATIERES PREMIERES, ET DANS L'affirmative, LESQUELLES?

REPONSE:

NOUS NOUS PREOCCUPONS DES FLUCTUATIONS EXCESSIVES DES PRIX, ATTENDU QUE, D'UNE PART, CELA PEUT FAIRE OBSTACLE A L'INVESTISSEMENT ET QUE, D'AUTRE PART, CELA RISQUE D'ENTRAINER DE GRAVES PRESSIONS INFLATIONNISTES. NOUS RECONNAISSONS L'IMPORTANCE DES RECETTES D'EXPORTATION DE MATIERES PREMIERES POUR LES PAYS PRODUCTEURS ET NOTAMMENT LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT QUI DEPENDENT DANS UNE LARGE MESURE DE L'EXPORTATION DE MATIERES PREMIERES. ATTENDU QU'ON NE POURRA PAS APPLIQUER UNE FORMULE UNIQUE A TOUS LES PRODUITS, NOUS NOUS PROPOSONS DE DISCUTER DE NOUVEAUX ARRANGEMENTS POUR DIVERS PRODUITS DANS CHAQUE CAS PARTICULIER. NOUS AVONS PROPOSE UNE AMELIORATION IMPOR-

; LIMITED OFFICIAL USE
TANTE DU SYSTEME DE FINANCEMENT COMPENSATOIRE DU FMI. LORS DE LA RECENTE REUNION DU FMI EN JAMAIQUE UNE AMELIORATION SENSIBLE A ETE CONVENUE EN VUE D'AIDER A STABILISER LES RECETTES DES EXPORTATIONS DES PRODUITS DE BASE. L'IMPORTANT EST QUE NOUS SOMMES DISPOSES A EXAMINER DES MESURES QUI FAVORISERONT LE FONCTIONNEMENT DES MARCHES ET QUI S'ATTACHERONT DIRECTEMENT A RESOUDRE LES PROBLEMES QUI SE POSENT AUX PRODUCTEURS ET AUX CONSOMMATEURS DE MATIERES

PREMIERES.

QUESTION 6:

VOUS AVEZ REDUIT VOS PLANTATIONS DE COTON, DE SOJA, DE SUCRE ET DE CERTAINS FRUITS COMME L'ANANAS. CES MESURES ONT-ELLES ETE PRISES EN VUE DE FAVORISER LES PRODUCTIONS CONCURRENTIELLES A DES PAYS SOUS-DEVELOPPES, OU POUR DES RAISONS DE POLITIQUE INTERIEURE?

REPONSE:

DANS LE CAS DU COTON ET DU SOJA, DIFFERENTS EXPLOITANTS
LIMITED OFFICIAL USE
LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 06 STATE 059026

AMERICAINS ONT REDUIT LA SUPERFICIE CULTIVEE PAR SUITE DES PERSPECTIVES DU MARCHE. DES PRIX FAIBLES ET UNE DEMANDE REDUITE ONT INCITE LES AGRICULTEURS A PASSER A D'AUTRES CULTURES. POUR 1976, ON S'ATTEND A CE QUE LE COTON SOIT CULTIVE SUR UNE PERFICIE PLUS GRANDE QUE L'ANNEE PRECEDENTE. LA SUPERFICIE CONSACREE A LA PRODUCTION DE SUCRE N'A PAS ETE REDUITE. LA DIMINUTION DES PLANTATIONS D'ANANAS EST DUE AUX COUTS ELEVES DE PRODUCTION A HAWAII; EN RESULTAT, CERTAINES SOCIETES AMERICAINES ONT INVESTI DANS LA PRODUCTION D'ANANAS DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

QUESTION 7:

DANS LE CONFLIT QUI OPPOSE L'ALGERIE AU MAROC ET A LA MAURITANIE, LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS ENVISAGE-T-IL UNE ACTION DIPLOMATIQUE PARTICULIERE?

REPONSE:

NON. NOUS NOUS EN TENONS A NOTRE POSITION DE NEUTRALITE SUR LE FOND DE CE DIFFEREND, TOUT EN RECOMMANDANT INSTAMMENT UNE RESOLUTION PACIFIQUE AU MIEUX DES INTERETS DE TOUTES LES PARTIES EN CAUSE. NOUS ESPERONS QUE LES EFFORTS ACTUELLEMENT POURSUIVIS PAR LE SECRETAIRE GENERAL DE LA LIGUE ARABE ET PAR L'AMBASSADEUR RYDBECK, REPRESENTANT DU SECRETAIRE GENERAL WALDHEIM DE L'ONU, PRODUIRONT DES RESULTATS POSITIFS.

QUESTION 8:

A) A PROPOS DE LA RHODESIE, PAR QUELLES MESURES ECONOMIQUES LES ETATS-UNIS COMPTENT-ILS APPUYER L'ABOUTISSEMENT D'UN COMPROMIS CONSTITUTIONNEL?

B) QUELLE SERA, DANS L'AVENIR, LA POSITION DU GOUVERNE-

MENT AMERICAIN EN CE QUI CONCERNE LE CHROME RHODESIEN?

REPONSE:

A) TOUT SIMPLEMENT, NOUS PENSONS QUE LES MESURES ENUMEREES
LIMITED OFFICIAL USE
LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 07 STATE 059026

DANS LA RESOLUTION NO 253 DU CONSEIL DE SECURITE DES
NATIONS UNIES, SI ELLES ETAIENT STRICTEMENT MISES EN
APPLICATION PAR TOUS LES ETATS MEMBRES, AURAIENT L'EFFET
DESIRE D'ENCOURAGER UN REGLEMENT PACIFIQUE EN RHODESIE.
COMME VOUS LE SAVEZ, LES ETATS-UNIS ONT DONNE LEUR APPUI
A CETTE RESOLUTION ET ONT VOTE POUR, EN 1968. A L'EXCEP-
TION DE L'IMPORTATION DU CHROME RHODESIEN ET DE CERTAINS
AUTRES MINERAUX QUI A ETE REQUISE PAR LA PROMULGATION DE
L'AMENDEMENT BYRD PAR LE CONGRES, NOUS APPLIQUONS STRIC-
TEMENT LES SANCTIONS ECONOMIQUES A L'EGARD DE LA RHODESIE.

B) JE N'ENVISAGE AUCUN CHANGEMENT PAR RAPPORT A NOTRE
POSITION PASSEE ET PRESENTE. LE GOUVERNEMENT S'EST
VIGOREUSEMENT OPPOSE A LA PROMULGATION DE L'AMENDEMENT
BYRD EN 1971 ET A DEPUIS LORS UNIFORMEMENT RECOMMANDE SON
ABROGATION ET APPUYE LES EFFORTS POURSUIVIS DANS CE BUT.

QUESTION 9:

LE GOUVERNEMENT AMERICAIN COMPTE-T-IL DEVELOPPER SA COOPE-
RATION AVEC LE GOUVERNEMENT DE M. SEKOU TOURE EN GUINEE?

REPONSE:

OUI. NOS RELATIONS AVEC LA REPUBLIQUE DE GUINEE SONT
GENERALEMENT BONNES, BIEN QUE NOUS AYONS DES DIVERGENCES
D'OPINION SUR UN CERTAIN NOMBRE DE QUESTIONS INTERNATIO-
NALES. CERTAINEMENT, NOUS COMPTONS POURSUIVRE ET RENFOR-
CER NOS RELATIONS AVEC LA GUINEE DANS UNE ATMOSPHERE DE
RESPECT ET DE SINCERITE. LES GUINEENS ONT A MAINTES
REPRISES EXPRIME LEUR APPRECIATION POUR NOTRE ASSISTANCE,
QUE NOUS CONTINUONS A OFFRIR.

QUESTION 10A:

A) A PROPOS DE L'AFRIQUE DU SUD, VOUS AVEZ DECLARE QUE
"NOTRE ATTITUDE GENERALE CONSISTAIT A MAINTENIR LE DIALOGUE

LIMITED OFFICIAL USE
MAIS AVEC L'INTENTION D'ABOUTIR A L'ELIMINATION DE
L'APARTHEID". (POURRIEZ-VOUS EXPLIQUER?)
LIMITED OFFICIAL USE
LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 08 STATE 059026

REPONSE:

A) JE NE VEUX PAS DIRE SEULEMENT LE DIALOGUE AVEC LES AUTORITES DE L'AFRIQUE DU SUD, BIEN QUE NOUS AYONS CONTINUE A LEUR EXPRIMER CLAIREMENT NOTRE VUE QUE LES RELATIONS QU'ELLES RECHERCHENT AVEC LE RESTE DE L'AFRIQUE NE PEUVENT ETRE REALISEES QUE SI ELLES SONT DISPOSEES A ETABLIR DES RELATIONS NOUVELLES AVEC LES NOIRS A L'INTERIEUR DE LEURS PROPRES FRONTIERES. NOUS POURSUIVONS EGALEMENT LE DIALOGUE DANS UN SENS PLUS LARGE. PAR NOTRE PROGRAMME D'ECHANGE EDUCATIF ET CULTUREL EN AFRIQUE DU SUD, NOUS NOUS EFFORCONS D'ENCOURAGER LES PERSONNES APPARTENANT A DES COUCHES EXTREMEMENT DIVERSES DE LA SOCIETE SUD-AFRICAINE QUI CHERCHENT A MODIFIER LES POLITIQUES RACIALES ACTUELLEMENT EXISTANTES DANS CE PAYS. CE PROGRAMME COMPTE DES PARTICIPANTS DE TOUS LES GROUPES RACIAUX. DEPUIS UN CERTAIN NOMBRE D'ANNEES, NOUS AVONS ACTIVEMENT ENCOURAGE LES HOMMES D'AFFAIRES AMERICAINS A AMELIORER LES SALAIRES, LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LES PRESTATIONS SOCIALES DE LEURS EMPLOYES NOIRS, A ELEVER LA DIGNITE DE LEURS TRAVAILLEURS DE TOUTES RACES, ET A RECOURIR A TOUTES VOIES LEGALES EN VUE D'AMELIORER LA COMMUNICATION AVEC LEURS TRAVAILLEURS NOIRS, Y COMPRIS LES CONTACTS AVEC LES REPRESENTANTS DES SYNDICATS NOIRS NON HOMOLOGUES. NOUS CONTINUONS A NOUS OPPOSER A L'ISOLEMENT DE L'AFRIQUE DU SUD DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE PARCE QUE, SEULE L'INTERACTION PEUT APPUYER LES FORCES QUI JOUENT EN FAVEUR DU CHANGEMENT. NOTRE POLITIQUE DE MAINTIEN DE LA COMMUNICATION AVEC L'AFRIQUE DU SUD N'IMPLIQUE EN AUCUNE MANIERE L'ACCEPTATION DE L'APARTHEID. NOTRE CONDAMNATION VERBALE DE CE SYSTEME A ETE RENFORCEE DEPUIS 1963 PAR LE STRICT RESPECT D'UN EMBARGO TOTAL SUR LA VENTE DE TOUS ARMEMENTS ET PAR UNE POLITIQUE GENERALE DE NON-COOPERATION RIGOREUSE EN CE QUI CONCERNE LA DEFENSE. NOUS AVONS EGALEMENT LIMITE LES ACTIVITES DE NOTRE EXPORT-IMPORT BANK EN MATIERE DE CREDITS DIRECTS DESTINES A FINANCER LES EXPORTATIONS AMERICAINES DE BIENS ET SERVICES A L'AFRIQUE DU SUD.

QUESTION 10B:

LIMITED OFFICIAL USE

LIMITED OFFICIAL USE

PAGE 09 STATE 059026

B) POUVEZ-VOUS DEFINIR AVEC PLUS DE PRECISION CE QUE SERA VOTRE POLITIQUE A L'EGARD DE LA NAMIBIE?

REPONSE:

LIMITED OFFICIAL USE

B) NOTRE POLITIQUE A L'EGARD DE LA NAMIBIE CONTINUERA A

APPUYER L'AUTODETERMINATION ET L'INDEPENDANCE POUR LE
PEUPLE DE CE TERRITOIRE. NOUS APPUYONS LA RESOLUTION
NO 385 DU CONSEIL DE SECURITE RECEMMENT ADOPTEE ET NOUS
ALLONS FAIRE APPEL AU GOUVERNEMENT D'AFRIQUE DU SUD POUR
QU'IL OBSERVE LE CONTENU DE CETTE RESOLUTION. NOUS
PENSONS QUE LA COMMUNAUTE MONDIALE NE SUPPORTERA PLUS QUE
L'AFRIQUE DU SUD RESTE INTRANSIGEANTB EN CE QUI CONCERNE
LA PRISE DE MESURES SIGNIFICATIVES EN VUE DE SE CONFORMER
A CETTE RESOLUTION AINSI QU'AUX RESOLUTIONS PRECEDENTES
DE L'ONU. NOTRE POLITIQUE COMPORTERA UNE PRESSION CONTI-
NUE SUR LE GOUVERNEMENT D'AFRIQUE DU SUD AINSI QUE LE
SOUTIEN DES GROUPES QUI OEUVRENT EN FAVEUR D'UNE EVOLUTION
PACIFIQUE EN NAMIBIE. INGERSOLL

LIMITED OFFICIAL USE

<< END OF DOCUMENT >>

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X
Capture Date: 15 SEP 1999
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: PRESS CONFERENCES
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Draft Date: 11 MAR 1976
Decaption Date: 01 JAN 1960
Decaption Note:
Disposition Action: RELEASED
Disposition Approved on Date:
Disposition Authority: GarlanWA
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment: 25 YEAR REVIEW
Disposition Date: 28 MAY 2004
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1976STATE059026
Document Source: ADS
Document Unique ID: 00
Drafter: AF/P:GGAY:MR
Enclosure: n/a
Executive Order: N/A
Errors: n/a
Film Number: D760092-0791
From: STATE
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1976/newtext/t197603116/baaaeoic.tel
Line Count: 394
Locator: TEXT ON-LINE, TEXT ON MICROFILM
Office: ORIGIN AF
Original Classification: LIMITED OFFICIAL USE
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 8
Previous Channel Indicators:
Previous Classification: LIMITED OFFICIAL USE
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: n/a
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Authority: GarlanWA
Review Comment: n/a
Review Content Flags:
Review Date: 31 DEC 2003
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review History: RELEASED <31 DEC 2003 by GarlanWA>; APPROVED <03 FEB 2004 by GarlanWA>
Review Markings:

Margaret P. Grafeld
Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
04 MAY 2006

Review Media Identifier:
Review Referrals: n/a
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: INTERVIEW WITH "MARCHES TROPICAUX"
TAGS: PFOR, US, XA, MARCHES TROPICAUX, (SCHAUFLE, WILLIAM E)
To: PARIS
Type: TE
Markings: Margaret P. Grafeld Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 04 MAY 2006